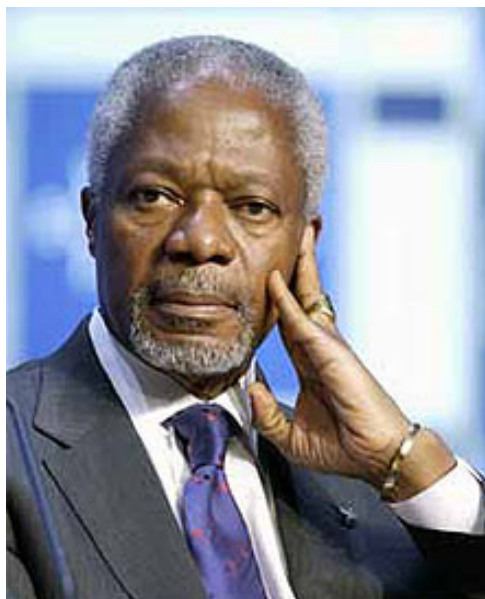


DIFFAMATION

## Le harcèlement de Kofi Annan



La campagne orchestrée par la Maison-Blanche pour contraindre Kofi Annan à la démission a d'abord utilisé des relais de presse en Irak, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Puis elle a mobilisé la CIA, des parlementaires républicains et des associations. Soupçonné de corruption, le secrétaire général de l'ONU était paralysé. Mais une fois de plus la Maison-Blanche a fait l'unanimité contre elle, renforçant involontairement l'autorité de M. Annan.

page 2

**Le vrai visage du programme « pétrole contre nourriture »**

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

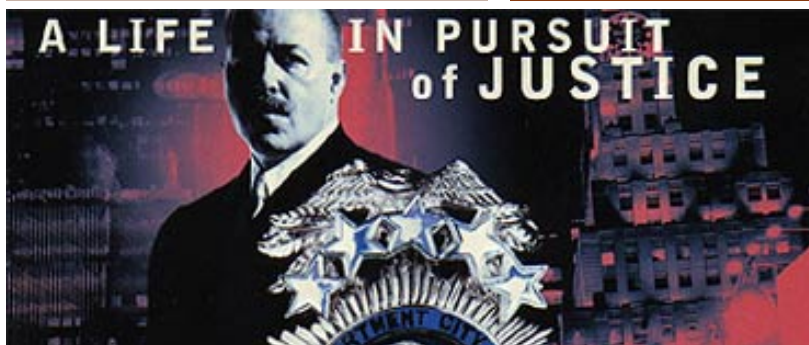
James Dobbins rappelle que le programme « pétrole contre nourriture » a donné toute satisfaction : son objectif affiché était d'empêcher l'Irak de se réarmer sans pour autant affamer la population. C'est ce qui s'est passé. Pas exactement, note Scott Ritter : ce programme visait à faire chuter le régime de Saddam Hussein et la polémique actuelle n'a d'autre but que de trouver après coup un motif décent d'invasion de l'Irak.

page 8

REPÈRE : 13 DÉCEMBRE 1937

### Il ne s'est rien passé à Nankin

Débutée en 1931, la guerre sino-japonaise culmine, le 13 décembre 1937, quand les troupes nippones prennent Nankin (Nanjing) sur le fleuve Yangtse. La ville est sans défense et le général Matsui Iwane décide d'en faire « un terrain de jeu et d'exercice pour nos soldats ». Pendant six semaines Nankin sera mise à sac, femmes et enfants torturés, violés et massacrés, prisonniers utilisés pour l'entraînement à la baïonnette. Le médecin militaire Hwei écrit qu'il doit soigner de nombreuses luxations d'épaules, tant les soldats tuent à coup de sabre. Le club des officiers lance un concours pour savoir qui pourra tuer le plus de Chinois en une matinée. 20 000 civils de tous âges sont déportés dans des camps d'expérimentation médicale et militaire où ils seront torturés sous l'œil des médecins. Après la guerre, en échange des informations obtenues lors des expérimentations humaines, les États-Unis refusent de poursuivre les savants japonais impliqués. Au moins 300 000 civils seront assassinés à Nankin. À ce jour le Japon n'a toujours pas reconnu sa responsabilité et de nombreux manuels scolaires nient l'existence du « sac de Nankin ».



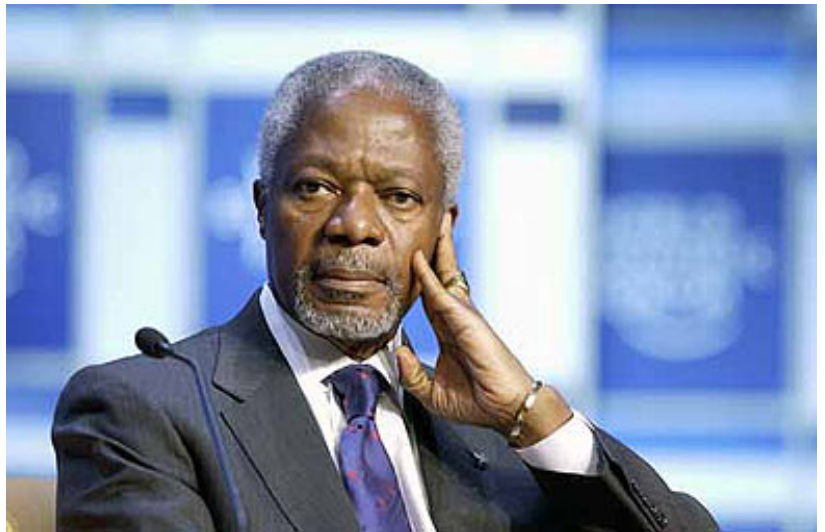
### « BERNIE » KERIK : UNE VIE À LA POURSUITE DE QUOI ?

Vendredi 10 décembre 2004, Bernard Kerik annonçait, à la surprise générale, le retrait de sa candidature au « job » de secrétaire à la Sécurité de la patrie. Cet « Américain modèle » avait fini par reconnaître l'embauche d'une nourrice sans carte de séjour et des impôts sur le revenu impayés. Officiellement, rien de plus. Mais, une fois son retrait confirmé, les médias états-uniens, désormais certains de ne pas prendre de risque face à un personnage puissant, se lancèrent dans une chasse au scoop frénétique pour expliquer le fond de l'affaire : on en apprit davantage sur la vie privée de « Bernie » en un week-end que durant les deux semaines précédentes. Car les anecdotes ne manquent pas : affaires avec une société liée à la mafia, délits d'initiés, sans compter diverses aventures extra-conjugales avec ses subalternes et l'éditrice de ses mémoires. ■

## Diffamation

# Le harcèlement de Kofi Annan

**La campagne orchestrée par la Maison-Blanche pour contraindre Kofi Annan à la démission a d'abord utilisé des relais de presse en Irak, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Puis elle a mobilisé la CIA, des parlementaires républicains et des associations. Soupçonné de corruption, le secrétaire général de l'ONU était paralysé. Mais une fois de plus la Maison-Blanche a fait l'unanimité contre elle, renforçant involontairement l'autorité de M. Annan.**



L'Assemblée générale des Nations Unies s'est levée, le 8 décembre 2004, pour ovationner Kofi Annan. Seule la délégation états-unienne resta de marbre tandis que crépitaient longuement les applaudissements. Les diplomates de 190 délégations manifestaient leur soutien au secrétaire général en butte à une campagne médiatique exigeant sa démission.

Tout avait commencé le 25 janvier dernier, lorsque le quotidien irakien *Al Mada* avait affirmé que Saddam Hussein avait détourné des fonds du programme « pétrole contre nourriture » pour corrompre 270 personnalités dans le monde, obtenir leur soutien sur la scène internationale et tenter de se procurer des matériels pour fabriquer des armes de destruction massive. Les opposants à la guerre n'étaient en fait que des « clients » du tyran de Bagdad.

Nous avons montré dans ces colonnes l'absurdité de ces allégations [1]. Notre enquête avait été largement reprise dans la presse internationale [2].

Un mois plus tard, la journaliste néo-conservatrice, Claudia Rosett, accusait dans le *Wall Street Journal* Kofi Annan de complicité [3]. Le secrétaire général de l'ONU aurait laissé Saddam Hussein détourner des sommes considérables du programme « pétrole contre nourriture » et c'est cet argent qui aurait été versé aux personnalités mises en cause par *Al Mada*. Mme Rosett est par ailleurs salariée du Hudson Institute de Richard Perle (alors président du Conseil de défense du Pentagone) et de la Foundation for Defense of Democracies de James Woolsey (ex-patron de la CIA).

Le 29 février, le *New York Times* publiait une longue enquête, basée sur des documents fournis par l'Autorité provisoire de la Coalition et le département du Trésor, et corroborée par des témoignages, attestant des détournements [4].

Le 3 mars, Claude Hankes-Drielsma, un ami d'Ahmed Chalabi et conseiller du Conseil de gouvernement irakien dont la firme avait été citée comme informatrice probable d'*Al Mada*, commandait un audit à KPMG International. Une semaine plus tard, des fuites de l'audit, publiées par Claudia Rosett dans la *National Review*, révélaient que Kojo Annan, fils du secrétaire général, percevait un salaire de la Cotecna, une entreprise du programme « pétrole contre nourriture » [5]. Kofi Annan n'était donc pas seulement un fonctionnaire incompetent, il était lui-même corrompu.

Le 18 mars, le sous-Comité de surveillance et d'investigation de la commission des finances de la Chambre des représentants se mêlait de l'affaire [6].

Face à cette campagne, M. Annan ordonnait une enquête interne. Il le faisait avec d'autant plus de sérénité que le programme n'était pas placé sous sa responsabilité, mais sous celle du Conseil de sécurité et d'un Comité des sanctions nommé par ce dernier.

L'affaire avait rebondi, le 7 avril, avec les auditions organisées par Richard G. Lugar devant la Commission sénatoriale des relations étrangères [7].

L'honorable sénateur accusait l'ONU d'avoir, par négligence ou corruption, augmenté les souffrances du peuple irakien, financé des achats d'armes par l'Irak et, en définitive, d'avoir augmenté les pertes états-uniennes lors de la « libération » de l'Irak. Le directeur du General Accounting Office (GAO) -sorte de Cour des comptes- déposait alors un rapport établissant que, de 1997 à 2002, l'Irak avait perçu 5,7 milliards de dollars de ventes illégales de pétrole et 4,4 milliards de dollars de surfacturation pétrolière, soit un total de 10,1 milliards de dollars [8]. Le GAO déclarait détenir ces informations de l'étude des contrats transmis à l'Autorité provisoire de la Coalition (représentée aux auditions). Il ne donnait aucune indication précise sur les modalités de ce détournement, ni sur l'usage qui aurait pu être fait de cet argent.

Le 16 avril, *Commentary*, la revue de l'American Jewish Committee, publiait une longue étude de Claudia Rosett présentant la version néo-conservatrice de l'affaire [9]. Malgré d'évidentes erreurs d'analyse, ce travail allait s'imposer comme la référence des néo-conservateurs. Il ne ferait pas l'objet de discussions, mais de développements.

Le même jour, Kofi Annan rendait publique la composition de la commission



Claudia Rosett

d'enquête indépendante. Elle serait présidée par l'ancien patron de la Réserve fédérale états-unienne, Paul Volcker.

Puis, le 21 avril, le sous-comité de la Sécurité nationale de la Chambre des représentants organisait de nouvelles auditions, non pas tant pour éclaircir les événements que pour confondre les dirigeants étrangers opposés à l'invasion de l'Irak en tentant de prouver qu'ils avaient été corrompus par Saddam

Hussein [10]. Outre les officiels états-uniens (dont l'ambassadeur John Negroponte), les parlementaires auditionnèrent l'inévitable Claudia Rosett, ainsi que le docteur Raphaeli du Memri (l'office de propagande créé par des officiers de Tsahal et qui a diffusé les articles d'*Al Mada*), Nile Gardiner de l'Heritage Foundation et le docteur Edward C. Luck du Centre d'étude des organisations internationales de l'université de Columbia [11].

Il se trouve que certains des documents irakiens cités lors de l'audition avaient déjà été publiés par le *Daily Telegraph* de Londres, propriété du groupe Hollinger au conseil d'administration duquel siégeait Richard Perle (l'employeur de Claudia Rosett au Hudson Institute). Ils attestaient que le député travailliste George Galloway, leader du mouvement anti-guerre, avait été acheté par Saddam Hussein pour au moins 375 000 livres. D'autres documents, provenant de la même source, avaient été publiés par le *Christian Science Monitor*, toujours pour mettre en cause M. Galloway, qui avait été immédiatement suspendu du Parti travailliste. Il clamait depuis son innocence et criait au complot [12].

Le 8 juillet 2004, c'est le sous-comité de l'Énergie de la Chambre des représentants qui procédait à de nouvelles auditions, toujours avec Claudia Rosett [13]. Le GAO en profitait pour déposer un nouveau rapport [14].

Nouveau rebondissement, le 30 septembre, avec la publication par la CIA du rapport de Charles Duelfer sur la recherche des armes de destruction massive [15]. On y apprend que si elles n'existent pas, elles auraient pu exister, car Saddam Hussein tentait de s'en procurer grâce aux fonds détournés du programme « pétrole contre nourriture ». En prime, la CIA confirme la liste d'*Al Mada* et la complète. L'étoupe se resserre.

Le 17 novembre, la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants précise le tir. Elle auditionne les représentants de la BNP-Paribas [16]. En effet, selon Mme Rosett, la banque française gérait l'ensemble du programme [17]. Puis, le dossier est transmis pour complément d'enquête au sous-comité de la sécurité nationale [18].

Pendant ce temps, l'association Move America Forward diffuse des spots publicitaires sur les chaînes de télévision états-uniennes appelant à bouter l'ONU hors du pays [19]. Le 1er décembre, le sénateur Norm Coleman franchit le pas : dans le *Wall Street Journal*, il appelle Kofi Annan à démissionner [20].

Selon lui, même si le secrétaire général est innocent de ce dont on le soupçonne, il doit se démettre pendant la durée de l'enquête. Fox News se joint à la campagne. À l'antenne, le journaliste Bill O'Reilly parle d'une « entreprise criminelle » qui a rapporté 20 milliards de dollars à Saddam Hussein (soit le double des sommes évaluées par le GAO) [21]. L'analyste de l'Heritage Foundation, Nile Gardiner, pousse à 21 milliards [22]. Le président Bush se déclare « troublé ». Des parlementaires se joignent à l'appel de Coleman. D'autres déposent une proposition de loi conditionnant le versement de la contribution états-unienne à l'ONU à la clarification du scandale. Le Sénat de la ville de New York s'oppose à un projet d'extension des bâtiments de l'ONU, cet hôte désormais indésirable.

Pourtant, toute cette campagne est diffamatoire. Le programme pétrole contre nourriture était supervisé par le Conseil de sécurité. Aucune opération ne pouvait avoir lieu à l'insu des Anglo-Saxons. Les rétro-commissions versées l'ont été avec l'aval du Royaume-Uni et des États-Unis. Ceux-ci ont d'ailleurs eux-mêmes désigné des bénéficiaires, ce qui démontre qu'une partie des opérations au moins étaient légales. Le système ne passait pas par la seule banque française BNP, mais à moitié par la Chase Manhattan Bank. Si la probité d'un haut fonctionnaire de l'ONU, le Chypriote Benon Sevan, est peut-être en cause, celle de M. Annan ne l'est pas. Les sommes touchées par son fils, l'ont été par une société qu'il avait quitté et qui lui versait une clause de non-concurrence. Une partie des documents cités sont des faux, comme l'a admis la Haute Cour de Londres qui a successivement condamné le *Christian Science Monitor* et le *Daily Telegraph* pour leurs accusations à l'encontre de George Galloway. Mais il a fallu plus d'un an au parlementaire pour qu'on lui rende justice et les Anglo-saxons espéraient ne pas donner ce temps à M. Annan.

Cette campagne poursuit plusieurs objectifs.

- ▶ En premier lieu, réécrire l'Histoire. Le programme « pétrole contre nourriture » a été arraché par la communauté internationale aux Anglo-Saxons, qui refusaient de lever l'embargo, de manière à éviter la famine. Il fut très insuffisant. Le maintien de l'embargo coûta la vie à des centaines de milliers d'Irakiens.
- ▶ Deuxièmement, justifier *a posteriori* l'invasion de l'Irak. Certes, il n'y avait pas d'armes de destruction massive, mais Saddam Hussein voulait en acheter en détournant l'argent destiné à nourrir son peuple. Or, cet argent n'a pas été dépensé en armement, mais majoritairement en produits de première nécessité.
- ▶ Troisièmement, l'occasion est trop belle pour se débarrasser d'un secrétaire général qui avait été élu avec le soutien de Washington et n'en a pas moins déclaré l'invasion de l'Irak « illégale ». Après l'avoir placé sous écoute [23] et avoir vainement tenté de le prendre dans un scandale, on fabrique une affaire.
- ▶ Enfin, éliminer Annan, c'est remettre en cause l'ONU elle-même. Affirmer que désormais la loi du plus fort domine le droit international.

La communauté internationale n'a pas été dupe de cette mystification. Des États, des organisations intergouvernementales, des personnalités ont apporté leur soutien à Kofi Annan, jusqu'à cette ovation de l'Assemblée générale. Immédiatement, la Maison-Blanche battait en retraite. L'ambassadeur Danforth assurait à la presse que Washington n'avait jamais eu l'intention d'exercer de pression sur M. Annan.

---

[1] « **L'Intox des barils irakiens** », *Voltaire*, 30 janvier 2004.

[2] Voir par exemple l'article d'Abdulmajid Attar, ancien PDG de la Sonatrach, publié dans *Dar Al-Hayat* et résumé dans *Voltaire* du 6 février 2004 : « **Offrir des barils de pétrole secrètement ? !** ».

[3] « The Real World : Fishy Accounting Over Iraq » par Claudia Rosett, *The Wall Street Journal*, 25 février 2004.

[4] « Hussein's Regime Skimmed Billions From Aid Program » sous la direction de Susan Sachs, *The New York Times*, 29 février 2004.

[5] « **Kojo and Kofi** » par Claudia Rosett, *National Review Online*, 10 mars 2004.

[6] *The Hunt for Saddam's Money : U.S. and Foreign Efforts to Recover Iraq's Stolen Money*, US House Financial Services Subcommittee on Oversight and Investigations, 18 mars 2004.

[7] *A review of the United Nations Oil-for-Food Program*, US Senate Committee on Foreign Relations, 7 avril 2004.

[8] *Observations on the Oil for Food Program*, Statement of Joseph A. Christoff, Director, International Affairs and Trade, GAO n° 04-651T, 7 avril 2004.

[9] « **The Oil-for-Food Scam : What Did Kofi Annan Know, and When Did He Know It ?** » Par Claudia Rosett, *Commentary*, 16 avril 2004.

[10] « **L'intox des barils, suite et fin ?** », *Voltaire*, 19 avril 2004.

[11] *The Iraq Oil-For-Food program : Striving for Accountability*, US House Government Reform Subcommittee on National Security, Emerging Threats and International Relations, 21 avril 2004.

[12] « **Qui veut la peau de George Galloway ?** », *Voltaire*, 17 juillet 2003.

[13] *Unites Nations Oil For Food Program*, US House Energy and Commerce Subcommittee on Energy and Air Quality, 8 juillet 2004.

[14] *Observations on the Oil for Food Program and areas for Further Investigations*, Statement of Joseph A. Christoff, Director International Affairs and Trade, GAO, 8 juillet 2004.

[15] *Comprehensive Report of the Special Adviser to the Director of the Central Intelligence on Iraq's Weapons of Mass Destruction*, CIA, 30 septembre 2004.

[16] *The Oil For Food Program : Tracking the Funds*, US House International Relations Committee, 17 novembre 2004.

[17] « **La campagne anti-française de la Chambre des représentants** », *Voltaire*, 18 novembre 2004.

[18] *The U.N. Oil for Food Program : Cash Cow Meets Paper Tiger*, US House Government Reform Subcommittee on National Security, Emerging Threats and International Relations, 5 octobre 2004.

[19] « **Qui veut bouter l'ONU hors des États-Unis ?** », *Voltaire*, 23 novembre 2004.

[20] « Kofi Annan Must Go » par Norm Coleman, *The Wall Street Journal*, 1er décembre 2004. **Article résumé** dans *Voltaire* du 2 décembre 2004.

[21] « The O'Reilly Factor » Fox News, 6 décembre 2004.

[22] « Kofi Annan Must Go » par Nile Gardiner, *Human Events*, 10 décembre 2004.

[23] « Washington et Londres placent l'ONU sur écoutes », *Voltaire*, 4 mars 2003.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Le vrai visage du programme « pétrole contre nourriture »

## Analyse

Dans un entretien au *Figaro*, le président pakistanais Pervez Musharraf assure que son armée a vaincu les forces de Ben Laden et que celui-ci n'est plus qu'un fuyard isolé. C'est là une affirmation qui satisfait tout le monde : personne n'a jamais vu les armées « terroristes » de Ben Laden, mais tout le monde a remarqué que les opposants islamistes de Musharraf ont été éliminés au cours de ces opérations de « nettoyage ». L'alibi de la « guerre au terrorisme » absout toute forme de répression politique, comme il le fait des invasions militaires.

Uri Savir, qui participa à diverses négociations dont celle de Genève, s'étonne dans le *Jerusalem Post* de la proposition syrienne de négociation. Et il s'étonne plus encore du refus israélien. Il y a là une chance paix qu'il ne faut pas laisser passer.

Dans le *Daily Star*, Yossi Alpher, ancien officier du Mossad devenu leader d'une organisation pacifiste, invite les Palestiniens à devenir non-violents. S'ils renonçaient au terrorisme et se bornaient à des manifestations pacifiques, ils seraient écoutés par les Israéliens, comme les Britanniques écoutèrent Gandhi. Peut-être, mais plutôt que de s'adresser aux Palestiniens, pourquoi donc M. Alpher ne prêche-t-il pas la non-violence à ses compatriotes israéliens ? Plus sincère, le diplomate britannique impliqué dans le processus de paix israélo-palestinien, Daniel Levy, alerte les lecteurs d'*Ha'aretz* : l'entrée des travaillistes dans un gouvernement d'union nationale dirigé par Ariel Sharon n'a de sens que s'ils veillent à la tournure que prendra le retrait de Gaza. Ils doivent donc exiger de détenir le ministère chargé du désengagement. Faute de



quoi, le retrait sera piloté par Dov Weissglass et fermera toute possibilité de paix.

La campagne de Norm Coleman sur la corruption de l'ONU suscite de nouvelles réactions.

James Dobbins de la Rand Corporation rappelle dans le *Washington Post* que le programme « pétrole contre nourriture » a donné toute satisfaction : son objectif affiché était d'empêcher l'Irak de se réarmer sans pour autant affamer la population. C'est ce qui s'est passé.

Pas exactement, note Scott Ritter dans *The Independent*. En réalité, ce programme visait à faire chuter le régime de Saddam Hussein. Et les États-Unis ont organisé deux tentatives de coup d'État pendant la période de sa mise en œuvre. Les détournements ne portent pas sur des fonds de l'ONU, mais sur la gestion interne du budget de l'Irak. Le département d'État en avait pleine connaissance et ne s'y est pas opposé. Bien au contraire, il a orienté les flux selon ses intérêts. Cette polémique de mauvaise foi n'a d'autre but que de trouver après coup un motif décent d'invasion de l'Irak.

Il est temps pour les néo-conservateurs de désigner la cible suivante. Michael Rubin dénonce, dans *Ha'aretz*, la confusion de la politique états-unienne face à l'Iran. Selon lui, le vrai risque que ferait courir un Iran nucléaire n'est pas celui de la guerre, mais de la répression intérieure. Ne craignant plus rien, les mollahs se permettraient tout. Notons que, depuis longtemps déjà, M. Rubin milite pour l'emploi de la méthode forte contre l'Iran, mais que son dernier argument est peu convainquant. Avec ou sans bombe, la république islamique n'a jamais plié devant les États-Unis, qui en ont été humiliés, prétendre qu'avec la bombe le régime se durcirait relève du procès d'intention.

Réseau Voltaire

## Pervez Musharraf



Le général Pervez Musharraf est président du Pakistan.

### « Il faut s'attaquer aux racines du terrorisme »

Source : Le Figaro

Référence : « Il faut s'attaquer aux racines du terrorisme », par Pervez Musharraf, *Le Figaro*, 10 décembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

J'ai demandé à Jacques Chirac d'aider le Pakistan dans ses négociations avec l'Union européenne. Nous bénéficions de taux douaniers très intéressants en échange de notre lutte contre le trafic de drogue, mais aujourd'hui il est question que Bruxelles revienne sur cet acquis. Les conséquences seraient catastrophiques car la lutte contre la pauvreté est aussi un moyen de lutter contre le terrorisme.

Je regrette beaucoup que votre pays, qui nous aidait à bâtir une marine

moderne, ait été frappé si durement sur notre sol en 2002 quand 11 ingénieurs sont morts dans un attentat. Mais, croyez-moi, le Pakistan ne se laisse pas faire. Nous avons éliminé 90 % des structures clandestines d'Al Qaïda si bien que je peux affirmer que la plupart des villes pakistanaïses ont été nettoyées. Dans les montagnes qui bordent l'Afghanistan, 20 000 de nos soldats sont engagés dans la lutte contre les terroristes. Nous en avons tué des centaines dont beaucoup étaient venus de l'étranger. J'affirme que nous leur avons cassé les reins. En Afghanistan, on assiste aux mêmes succès. Nous ne savons pas où Ben Laden se trouve, mais il n'est plus qu'un fuyard isolé incapable d'organiser des opérations.

En Irak, les Américains doivent aller jusqu'au bout de leur action. Ils ne peuvent pas abandonner avant d'avoir assuré la stabilité de l'Irak et son intégrité territoriale. Ils doivent donc organiser une armée irakienne et tenir leur promesse d'élection. Face aux attentats suicides, une réponse uniquement militaire serait illusoire. Il ne peut y avoir de règlement que politique. Au début, le déploiement de soldats musulmans aurait été sûrement plus acceptable pour les Irakiens. Mais aujourd'hui, c'est exclu. Des soldats musulmans sous le commandement d'une armée d'occupation se retrouveraient aussitôt dans une position intenable.

Pour lutter contre le terrorisme, il faut en finir avec tous les conflits qui nourrissent la frustration des masses musulmanes, à commencer par le conflit israélo-palestinien. Le président Chirac fait de son mieux pour relancer les négociations et je pense également que le président **George W. Bush** cherche sincèrement à trouver les voies d'un règlement. Voyez-vous, le terrorisme ressemble à un arbre. Arracher les feuilles ne sert à rien car elles repoussent. Couper les branches ne suffit pas non plus. Ce qu'il faut, c'est s'attaquer aux racines. Donc, comme je vous l'ai déjà dit, il faut trouver une solution à la querelle israélo-palestinienne et il faut guérir la misère des peuples. Les peuples ne sont pas séduits par les grandes visions de califats de Ben Laden.

Nous avons fait notre propre enquête sur Abdul Kader Khan et nous attendons des États-Unis, dont nous sommes les alliés dans la guerre au terrorisme, qu'ils nous fassent confiance. M. Khan connaît des secrets d'État et nous ne pouvons pas le livrer aux Américains, ils doivent accepter les résultats de notre enquête. Le Pakistan travaille à un règlement du conflit au Cachemire et la fin de ce conflit bénéficiera au Pakistan et à toute la région puisque nous sommes un carrefour commercial.

## Uri Savir



Ancien député israélien, Uri Savir est président du Peres Center for Peace. Il a été chef de l'équipe de négociation avec la Syrie (novembre 1995-mars 1996) et il a contribué à l'Initiative de Genève auprès de Yossi Beilin.

### « Dire oui à la Syrie »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Say yes to Syria », Uri Savir, *Jerusalem Post* 12 décembre 2004

Un habitant du Proche-Orient qui aurait vécu ici des années 60 aux années 80 et ne reviendrait qu'aujourd'hui ne croirait pas à ce qui se passe : le président syrien offre une ouverture des négociations sans conditions et le Premier ministre israélien refuse.

Les pays arabes qui avaient d'abord nié toute possibilité de paix avec Israël se sont tournés progressivement vers l'optique « les territoires contre la paix » et ne demandent plus qu'un retrait israélien en échange de la reconnaissance d'Israël. Ce fut sur cette base que l'on parvint à des accords de paix avec l'Égypte et la Jordanie et que les négociations avec les Palestiniens furent conduites. À partir de 1993, c'est également sur cette base que des discussions avec la Syrie commencèrent. Entre novembre 1995 et mars 1996, j'ai dirigé l'équipe de négociation israélienne qui discutait avec la Syrie. Nous avons débattu d'un accord de retrait du Golan accompagné de contreparties de sécurité empêchant une attaque surprise de la Syrie et concernant l'eau. Nous étions proches d'un accord quand une série d'attentats du Hezbollah et du Hamas, inspirée si ce n'est pas aidée par la Syrie, a mis fin aux négociations.

Avec la Guerre d'Irak et la guerre au terrorisme, il faut changer d'approche. Israël doit continuer à combattre le terrorisme, mais il faut également accepter les revendications légitimes de ses voisins. Entamer des négociations sans conditions avec la Syrie serait un bon moyen de renforcer cette approche et légitimerait les efforts pour des relations pacifiques avec le nouveau régime palestinien. Cela créerait également une nouvelle atmosphère dans la région. Israël devra demander un cessez-le-feu total des terroristes et des garanties de sécurité telles qu'elles avaient été définies lors des pourparlers antérieurs. La Syrie demandera un retour aux frontières de 1967 et des accords commerciaux. On connaît toujours plus ou moins quel sera le résultat final des négociations, mais on ne sait pas comment les commencer. Aujourd'hui, les changements politiques dans la région et aux États-Unis peuvent offrir de nouvelles opportunités de reprise des discussions. À Israël et à Ariel Sharon de ne pas passer à côté.

## Yossi Alpher

Ancien officier du Mossad, Yossi Alpher est co-rédacteur de Bitterlemons.Org et de Bitterlemons-International.Org. Il est membre du comité exécutif du Council for Peace and Security, une organisation qui a été la première à demander que soit construit un mur autour des territoires palestiniens suivant la « Ligne verte ».

### « La non-violence palestinienne peut apporter plus que les armes »

Source : Daily Star

Référence : « Palestinian nonviolence may bring more than weapons did », par Yossi Alpher, *Daily Star*, 10 novembre 2004.

Il peut sembler opportun aujourd'hui de parler de la non-violence palestinienne et de ses ramifications pour Israël car de plus en plus de groupes palestiniens s'engagent dans cette voie. Des actions telles que des manifestations pacifiques ou des procès contre Israël ont porté leurs fruits. L'émergence de Mahmoud Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne est un bon signe. Si les efforts d'Abbas contre la violence continuent et que les Palestiniens acceptent un cessez-le feu, l'approche non-violente pourrait devenir l'axe central de la résistance.

La plus célèbre et la plus réussie des campagnes non-violentes a été menée par Gandhi. On considère généralement que l'action de Gandhi fut un succès car les Britanniques furent un occupant « civilisé » qui ne désirait pas écraser dans le sang les masses s'opposant à eux. Est-ce qu'Israël est un occupant civilisé ? Oui, nous le sommes, mais la grande différence avec les Britanniques en Inde est que nous ne nous battons pas pour garder un empire colonial, mais pour défendre également nos foyers et nos familles. Aussi, une « marche verte » des Palestiniens vers leurs anciens foyers en Israël serait repoussée avec l'aide de tous les moyens non-létaux disponibles. Toutefois, si les manifestations n'avaient pas lieu sur le territoire israélien, elles pourraient remporter un grand succès. Surtout si les attentats cessent dans le même temps. Dans ces conditions, une campagne palestinienne non-violente serait efficace.

## Daniel Levy

Ancien conseiller politique de Yossi Beilin, Daniel Levy a été membre de l'équipe de négociateur d'Oslo et de Taba. Il a participé aux négociations de l'initiative de Genève. Il est le fils de l'émissaire personnel de Tony Blair au Proche-Orient, Lord Michael Levy, l'un des principaux bailleurs de fonds du Parti travailliste britannique.

### « On recherche un ministre du réengagement »

Source : Ha'aretz

Référence : « Wanted : Minister for re-engagement », par Daniel Levy, *Ha'aretz*, 10 novembre 2004.

Il y a un an se déroulait deux événements liés entre eux : l'initiative de Genève et le discours d'Ariel Sharon sur le désengagement de Gaza. Ce discours avait pour but de détourner la population de l'initiative de Genève. La réponse de Sharon était bien trouvée. Malheureusement, rien de tel n'est survenu du côté du camp de la paix qui n'a pas su répondre au plan Sharon.

Il est pourtant important de répondre à deux grandes questions : nous devons relancer les chances de la solution des deux États et préparer ce qui se passera au lendemain du retrait de Gaza pour éviter que le plan du conseiller de Sharon, Dov Weissglass, ne se réalise. Un retrait de Gaza peut avoir un impact positif, mais il peut aussi servir à repousser tous les autres mouvements s'il est mené unilatéralement. Il peut alors servir de paravent à des actions en Cisjordanie qui ruinerait la solution des deux États.

Pour déterminer quel sera l'impact du retrait de Gaza, il sera essentiel de voir la teneur de l'accord entre le Likoud et les travaillistes. Il faut que les travaillistes obtiennent le poste ministériel en charge du désengagement de Gaza et qu'ils l'utilisent pour réengager le dialogue avec les Palestiniens. Les changements chez les Palestiniens, dans le monde arabe et aux États-Unis le permettent. Il faut que Gaza soit un point de départ vers la solution proposée par l'initiative de Genève.

## James Dobbins



James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

### « Le programme pétrole contre nourriture a fonctionné »

Source : Washington Post

Référence : « 'Oil for Food' Worked », par James Dobbins, *Washington Post*, 10 novembre 2004.

Les protestations des États-Unis concernant le détournement du programme « pétrole contre nourriture » oublient quelques points essentiels : aucun fonds états-unien n'a été volé, aucun fonds de l'ONU n'a été détourné et le programme a atteint ses objectifs puisque les Irakiens ont eu de la nourriture et que l'Irak a été incapable de reconstruire son armée ou ses armes de destruction massive. Ce programme faisait partie d'une série de sanctions visant à empêcher Saddam Hussein de redevenir une menace pour ses voisins tout en autorisant les exportations de pétrole et en permettant l'achat de nourriture ou de médicaments. Ces objectifs ont été atteints : l'Irak a détruit ses stocks d'armes de destruction massive au début des années 90, n'a pas acquis de nouvelles armes et les sanctions onusiennes ont eu pour effet un déclin militaire de l'Irak. Dans le même temps, le programme a si bien marché pour aider les Irakiens que Washington a demandé à ce qu'il soit maintenu six mois après la fin de l'invasion.

Bien sûr, Saddam Hussein et ses acolytes en ont profité pour détourner des fonds, mais les fonds étaient irakiens et cela n'a jamais suffi à réarmer l'Irak. La mauvaise nouvelle dans cette affaire est que l'ONU n'a pas pu empêcher un gouvernement de détourner ses propres fonds, la bonne nouvelle est que le pays n'a pas pu reconstruire son armement. Si ce programme mérite l'attention, c'est parce que, dans l'ensemble, il a fonctionné et que, si on enlève quelques problèmes, il peut servir à l'avenir.

Scott Ritter



Scott Ritter a été inspecteur en désarmement en Irak de 1991 à 1998 et chef de l'équipe de recherche sur les caches d'armes. Il s'est opposé à la guerre en Irak. Il est l'auteur de *Frontier Justice : Weapons of Mass Destruction and the Bushwhacking of America..*

## « Le scandale du programme pétrole contre nourriture n'est qu'un écran de fumée cynique »

Source : The Independent

Référence : « The oil-for-food 'scandal' is a cynical smokescreen », par Scott Ritter, *The Independent*, 12 décembre 2004.

Les sénateurs états-uniens, menés par **Norm Coleman**, ont lancé une croisade pour « dénoncer » le programme « pétrole contre nourriture » développé par l'ONU de 1996 à 2003, en le présentant comme le plus grand scandale dans l'histoire de l'ONU. Tout cela n'est cependant qu'une mascarade construite pour détourner l'attention de la débâcle de **George W. Bush** en Irak et légitimer l'invasion en utilisant la corruption irakienne maintenant que les armes de destruction massive ne peuvent servir d'excuse.

Ce programme est né d'une résolution déposée par les États-Unis en avril 95 et mis en application en décembre 95. Dans le même temps, les États-Unis organisèrent deux tentatives de coup d'État contre Saddam Hussein. Ce programme n'a jamais eu un but humanitaire et il visait essentiellement à servir le vrai objectif des États-Unis : le changement de régime en Irak. Les mécanismes de contrôle du programme offraient en effet à Washington la possibilité de réguler les exportations irakiennes de pétrole au mieux de leurs intérêts. Ils fermèrent les yeux sur les exportations illégales de pétrole vers leur allié turc et **Madeleine Albright** laissa faire une opération qui a permis au ministre des Affaires étrangères russe Evgueni Primakov de s'enrichir alors qu'elle négociait avec lui. On estime que 80 % des fonds illicites du programme sont aux États-Unis. Dans le même temps, les États-Unis ont bloqué des achats de biens humanitaires totalement légitimes. Quand Saddam Hussein s'est montré trop adepte des détournements, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont mis en place un système malsain où le prix de vente du pétrole était fixé après la vente. Ce système a privé l'ONU de fonds pour payer certains contrats humanitaires.

Il y a eu de la corruption dans ce programme, cependant les origines de cette corruption ne sont pas à l'ONU, mais dans la politique moralement corrompue d'étranglement économique de l'Irak. Les détournements de fonds qui ont eu lieu ont servi à faire sortir l'économie irakienne de la ruine où elle se trouvait en 1996 et qui avait tué tant d'Irakiens. En 2002, on assistait à une vraie reprise économique, rien avoir avec aujourd'hui.

## Michael Rubin



Michael Rubin est chercheur à l'American Enterprise Institute, au Washington Institute for Near East Policy et expert du Cabinet de relations publiques Benador Associates. Il a été conseiller de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak et conseiller de Donald Rumsfeld sur l'Irak et l'Iran au Pentagone.

### « Frapper le nid de frelons »

Source : Ha'aretz

Référence : « Tapping the hornets' nest », par Michael Rubin, *Ha'aretz*, 10 novembre 2004.

Dans la campagne présidentielle états-unienne, le débat sur la politique iranienne a reçu une attention sans précédent. Ce problème ne peut effectivement plus être ignoré compte tenu de la question nucléaire. Ce n'est pas tant que l'Iran pourrait mener une attaque nucléaire, mais que Téhéran serait immunisé à toute mesure de rétorsion et ne se sentirait alors plus lié par les normes internationales.

L'idéologie anti-occidentale reste au cœur de la république islamique, même si la majorité des citoyens veulent se rapprocher de l'Occident. L'Iran a fondé le Jihad islamique, finance le Hezbollah et arme d'autres factions palestiniennes. D'après *Ashraq al-Awsat*, l'Iran accueille des membres d'Al Qaïda dans ses structures de la garde révolutionnaires les plus proches de la mer Caspienne. Les diplomates iraniens savent bien qu'une attaque d'Al Qaïda organisée en Iran serait un *casus belli*, mais si l'Iran avait une capacité nucléaire, il n'empêcherait plus ce groupe de frapper. Un Iran nucléaire aurait également un impact fort sur les Iraniens ordinaires et de nombreux partisans de la démocratie en Iran pensent que les autorités se lanceront dans une répression dix fois pire que la Chine à Tiananmen lorsqu'elles auront la bombe. Malgré ce défi important, la politique états-unienne vis-à-vis de l'Iran reste confuse. Certains bureaucrates veulent se tenir à la promesse de Jimmy Carter et ne pas faire d'ingérence interne en soutenant les opposants, alors que d'autres militent ne ce sens. George W. Bush présente l'Iran comme un membre de l'« Axe du mal » et Richard Armitage comme une « démocratie ». Le National Security Council n'a jamais su s'il fallait négocier ou attaquer et la position médiane adoptée est la pire des solutions. Face à un nid de frelons, soit on le détruit, soit on l'ignore, mais on ne tape pas mollement dessus. La vraie question pour l'administration Bush n'est pas de savoir si elle veut un Iran nucléaire, mais si elle peut supporter une république islamique nucléaire. Face à ce péril, l'indécision n'est plus de mise.